

Accueil | Info | Politique | Politique fédérale | ☐ Les relations Canada-Chine

Ingérence : l'ex-chef conservateur Erin O'Toole dit avoir été ciblé par la Chine

INFO

Le député et ancien chef du Parti conservateur du Canada Erin O'Toole, prenant la parole à la Chambre des communes.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / SEAN KILPATRICK

Radio-Canada

Publié le 30 mai 2023 à 17 h 03 HNE

La liste des politiciens canadiens qui ont été visés par des activités d'ingérence de la part de la Chine continue de s'allonger. Après le député conservateur Michael Chong et la députée néo-démocrate Jenny Kwan, l'ancien chef du Parti conservateur du Canada (PCC) Erin O'Toole affirme à son tour avoir été pris pour cible par Pékin.

Mardi, lors de la période de questions à la Chambre des communes, M. O'Toole a déclaré avoir été informé vendredi, par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qu'il avait fait l'objet d'une campagne de désinformation « sophistiquée » lors de la dernière campagne électorale fédérale.

Les agents du renseignement canadien lui auraient indiqué que les autorités chinoises l'avaient dans leur mire depuis « des années ».

« Le breffage du SCRS m'a confirmé ce que je soupçonnais depuis un certain temps : mon caucus parlementaire et moi-même étions la cible d'une campagne sophistiquée de désinformation et de suppression de votes orchestrée par la République populaire de Chine », a affirmé M. O'Toole à la Chambre.

Selon le député conservateur, la Chine a notamment utilisé les réseaux sociaux, dont l'application de messagerie chinoise WeChat, pour amplifier sa campagne de désinformation lors des élections de 2021.

Les relations Canada-Chine

[Consulter le dossier complet](#)

Il a par ailleurs reproché au gouvernement libéral de ne pas avoir informé son parti de ces activités au moment où elles ont eu lieu, et a qualifié cette omission de violation de son privilège parlementaire. Le groupe de travail mis en place par le gouvernement pour enquêter sur la possible ingérence dans les élections de 2021 ne lui a rien dit non plus, a-t-il ajouté.

PUBLICITÉ

M. O'Toole, qui compte quitter la politique fédérale dès le mois prochain, a conclu en disant qu'il craignait de demeurer une cible aux yeux de Pékin, même après son départ des Communes.

Lundi, la députée néo-démocrate Jenny Kwan a elle aussi affirmé que le SCRS lui avait révélé qu'elle était une cible « persistante » du gouvernement chinois.

Tout comme M. O'Toole, la députée de Vancouver-Est a soutenu qu'elle était visée en raison de son soutien au mouvement prodémocratie à Hong Kong et aux minorités religieuses en Chine.

La députée du NPD Jenny Kwan

PHOTO : (SEAN KILPATRICK/THE CANADIAN PRESS)

Jenny Kwan dit qu'il lui est impossible de révéler les détails des actions présumées de Pékin sans enfreindre les lois sur la sécurité. Toutefois, elle souligne qu'elle continuera à parler au nom des nouveaux arrivants, de la diaspora et de dénoncer les atteintes aux droits de la personne à Hong Kong, dont elle est originaire, et dans la région chinoise du Xinjiang.

PUBLICITÉ

Début mai, le Canada a expulsé un diplomate chinois de son territoire en raison d'un rapport publié en 2021 par le SCRS, selon lequel l'officier consulaire de Toronto avait cherché à intimider le député conservateur Michael Chong et ses proches à Hong Kong en raison des critiques de l'élu sur le bilan de la Chine en matière de droits de la personne. La Chine a répondu en expulsant une diplomate canadienne de Shanghai.

Le rapporteur spécial souligne un manque de preuves

Dans son rapport préliminaire présenté la semaine dernière, le rapporteur spécial du gouvernement fédéral sur l'ingérence étrangère a confirmé que des représentants de la Chine auraient bel et bien envisagé de mener des actions envers des députés sino-canadiens et leur famille en Chine. Dans le cas du député Michael Chong, toutefois, « rien n'indique que la Chine a posé des gestes pour menacer sa famille », a précisé David Johnston.

Le député conservateur Michael Chong

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / SEAN KILPATRICK

Toujours selon M. Johnston, il n'existe pas assez de preuves pour étayer l'affirmation de M. O'Toole, selon laquelle des candidats spécifiques ont été défaits aux élections de 2021 en raison de l'ingérence étrangère.

L'ancien gouverneur général a aussi indiqué qu'il était difficile de dire si les campagnes de désinformation contre les candidats conservateurs étaient liées à une source parrainée par l'État, et qu'il était légitime de penser que certains Canadiens d'origine chinoise n'étaient pas d'accord avec la position des conservateurs à l'égard de la Chine. Dans ce cas, il ne s'agirait pas d'une ingérence étrangère, mais du « processus démocratique », a-t-il estimé dans le rapport.

En vertu d'un protocole fédéral, les agences fédérales de sécurité doivent faire une annonce publique si un groupe de hauts fonctionnaires détermine qu'un incident – ou une série

d'incidents – menace la capacité du Canada à organiser des élections libres et équitables.

Aucune annonce de la sorte n'a été faite en 2021 ou lors des élections de 2019. Lors des deux scrutins, les libéraux ont été reconduits au gouvernement avec des mandats minoritaires, tandis que les conservateurs se sont vu confier le rôle d'opposition officielle par les citoyens.

À lire aussi :

- Ingérence : le NPD réclame à son tour le retrait du rapporteur spécial David Johnston
- Ingérence étrangère : David Johnston demande qu'on le laisse terminer son travail
- ANALYSE - Ingérence étrangère : retour à la case départ
- Ingérence chinoise : des universitaires craignent une dérive contre les Sino-Canadiens

Avec les informations de La Presse canadienne

 **Commentaires**



Vous souhaitez signaler une erreur?

Écrivez-nous [↗](#)

Vous voulez signaler un événement dont vous êtes témoin?

Écrivez-nous en toute confidentialité [↗](#)

Vous aimeriez en savoir plus sur le travail de journaliste?

Consultez nos normes et pratiques journalistiques [↗](#)

PUBLICITÉ

LES PLUS POPULAIRES

Et si le Canada misait sur l'énergie solaire?

Des panneaux installés sur les toits viables pourraient générer le quart de l'électricité consommée au pays.

Hier | Énergie

Aide médicale à mourir : Québec s'impatiente et exige une mesure d'exception à Ottawa

Interdiction d'utiliser les poêles à bois à Québec à partir de mercredi à midi

Il s'agit d'une

La colère gronde chez les agriculteurs québécois

Les agriculteurs réclament un plus grand

Fonction publique fédérale : ingérence politique et perte de fierté

La fonction publique doit

Québec exige qu'Ottawa apporte une modification au Code criminel qui s'appliquera uniquement au Québec.

Il y a 55 minutes
| Politique fédérale

mesure préventive de la Ville de Québec alors que la qualité de l'air se détériore.

Hier
| Pollution

soutien de l'État en ces temps difficiles.

■ Il y a 6 heures
| Agricult

regagner la confiance des Canadiens pour ne pas mettre en péril la démocratie.

Il y a 6 heures
| Politique fédérale

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ



Infolettre Info nationale

Nouvelles, analyses, reportages : deux fois par jour, recevez l'essentiel de l'actualité.

[Voir la plus récente édition](#) ↗

Courriel

moncourriel@exemple.com

[M'abonner](#)



SUIVEZ-NOUS



NOS APPLICATIONS



NOUS JOINDRE

[Partager une nouvelle](#)[Source anonyme](#)

PRATIQUES JOURNALISTIQUES

[Les coulisses de l'Info](#)[Mot de l'Info](#)[Divulgence des activités](#)[Normes et pratiques journalistiques](#)

ABONNEZ-VOUS À L'INFOLETTRE

L'information vous passionne? Nous aussi!

Abonnez-vous à notre infolettre pour ne rien manquer.

Courriel

moncourriel@exemple.com



M'abonner

[Voir la plus récente édition](#)